

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE  
T/L.1129  
29 juin 1967  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session  
Point 14 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE A L'ASSEMBLEE GENERALE  
POUR LA PERIODE ALLANT DU 27 JUILLET 1966 AU JUIN 1967

Document de travail préparé par le Secrétariat

Première partie

ORGANISATION ET ACTIVITES DU CONSEIL

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DU CONSEIL

A. Composition

1. La composition du Conseil le 1er janvier 1967 était la suivante :

Etats Membres chargés de l'administration de territoires sous tutelle

Australie

Etats-Unis d'Amérique

Nouvelle-Zélande

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Etats Membres désignés nommément à l'Article 23 de la Charte et non chargés de l'administration de territoires sous tutelle

Chine

France

Union des Républiques socialistes soviétiques

Etat Membre élu par l'Assemblée générale

Libéria

Date d'expiration du mandat  
31 décembre 1968

B. Bureau

2. Mlle Angie Brooks (Libéria) et Mme Eugénie M. Anderson (Etats-Unis d'Amérique) ont été élues respectivement Présidente et Vice-Présidente au début de la trente-quatrième session le 29 mai 1967.

C. Sessions et séances

3. Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, le Conseil a tenu les séances ci-après : trente-quatrième session (1297<sup>ème</sup> à 13-<sup>ème</sup> séances, du 29 mai au juin 1967.
4. Toutes les séances ont eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

D. Procédure

5. Le Conseil n'a apporté aucune modification à sa procédure pendant la période considérée.

E. Relations avec le Conseil de sécurité

6. Conformément à l'Article 83 de la Charte, à la résolution 70 (1949) que le Conseil de sécurité a adoptée le 7 mars 1949 et à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a continué à exercer les fonctions qui, au titre du régime de tutelle, incombent à l'Organisation des Nations Unies en matière politique, économique et sociale et en matière d'enseignement dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et il a présenté un rapport sur la question au Conseil de sécurité<sup>1/</sup>.

F. Relations avec les institutions spécialisées

7. Les représentants de l'Organisation internationale du travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont participé aux travaux du Conseil pour les questions qui les intéressaient.

## CHAPITRE II

### EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS

8. Le Conseil était saisi des rapports annuels des autorités administrantes sur les Territoires sous tutelle ci-après :

Territoires sous tutelle	Autorité adminis- trante	Années sur lesquelles portent les rapports	Dates auxquelles les rapports ont été reçus par le Secrétaire général	Note du Secrétaire général transmettant les rapports
Nauru	Australie	Année terminée le 30 juin 1966	9 mai 1967	T/1659
Nouvelle- Guinée	Australie	Année terminée le 30 juin 1966	9 mai 1967	T/1660
Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	Etats-Unis d'Amérique	Année terminée le 30 juin 1966	10 mai 1967	T/1661

9. Le tableau ci-dessous donne des indications complémentaires sur l'examen des rapports annuels :

Territoires sous tutelle	Nom du représentant spécial	Séances au cours desquelles le rapport annuel a été examiné
Nauru	M. C. E. Reseigh Chef supérieur Hammer De Roburt (conseiller) Councillor James Ategan Bop (conseiller)	1313ème à 1317ème, 1320ème
Nouvelle-Guinée	M. H. W. West M. Zure Zurecnuoc (conseiller) M. Edric Eupu (conseiller)	1298ème à 1304ème 1306ème à 1319ème

### CHAPITRE III

#### EXAMEN DES PETITIONS

##### A. Examen des pétitions

10. A sa trente-quatrième session, le Conseil a examiné six pétitions distribuées conformément au paragraphe 1 de l'article 85 du règlement intérieur et cinq pétitions distribuées conformément au paragraphe 2 du même article. On trouvera ci-après des précisions sur les pétitions que le Conseil a examinées et étudiées et sur la suite qu'il leur a donnée. Ce qui a trait à l'examen des pétitions relatives au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique figure dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité (S/8020).

##### B. Pétitions concernant Nauru

11. Le Conseil était saisi de trois pétitions du Chef supérieur Hammer de Roburt qui avaient été distribuées conformément au paragraphe 1 de l'article 85 de son règlement intérieur, car elles concernaient l'état des conversations entre le Chef supérieur et les trois autorités administrantes sur les gisements de phosphate qui se trouvent dans le Territoire sous tutelle de Nauru (T/PET.9/29 et Add.1 et 2). Les observations du Gouvernement australien en tant qu'Autorité administrante avaient été distribuées sous la cote T/OBS.9/5. Aux 1313ème et 1317ème séances du Conseil de tutelle, le Chef supérieur de Roburt, parlant en qualité de Conseiller auprès du Représentant spécial, a déclaré que puisque les conversations dont les pétitions avaient pour principal objet de demander la reprise avaient eu lieu, il proposait que ces pétitions soient retirées.

##### C. Pétitions concernant la Nouvelle-Guinée

12. Deux pétitions concernant la Nouvelle-Guinée avaient été distribuées conformément au paragraphe 2 de l'article 85 du règlement intérieur car elles portaient sur des problèmes généraux. L'une qui émanait du peuple Tolai de Nouvelle-Bretagne (T/PET.8/L.10), sollicitait l'aide du Secrétaire général dans l'espoir qu'il pourrait modifier la situation actuelle dans le Territoire. Les

auteurs se plaignaient de la méfiance et du mécontentement qui régnaient et tenaient à préciser qu'ils ne pensaient pas être prêts à accéder à l'autonomie ni pouvoir se passer de l'aide de l'Europe. Ils voulaient qu'on les traite comme des êtres humains et qu'on les encourage à apprendre à se suffire à eux-mêmes. Ils ajoutaient que plusieurs autochtones avaient fait parvenir des lettres concernant des plaintes et des injustices d'importance mineure au Gouvernement australien ou à l'Administration du Territoire et avaient perdu leur emploi. Ils demandaient également à parler aux représentants de l'Organisation des Nations Unies qui pourraient se rendre en Nouvelle-Bretagne. Parmi les questions qu'ils ont proposé d'examiner il y a lieu de mentionner les suivantes : salaires des autochtones, régime foncier, plantations, conseils locaux, main-d'oeuvre importée, formation en vue de l'administration du pays, commerce autochtone, assurances et investissements, opérations commerciales étrangères, utilisation des deniers publics, anciens combattants, nationalité, majorations d'impôts, expulsion d'Européens pour assistance prêtée à des autochtones, écoles, administration, Chambre d'assemblée et Organisation des Nations Unies.

13. L'autre pétition de caractère général (T/PET.8/L.11) émanait du Père Bernard Jakubco, missionnaire du Sacré-Coeur de la mission catholique de Kavieng, qui estimait que l'Organisation des Nations Unies ne se rendait pas compte des efforts que l'Australie avait faits en Nouvelle-Guinée. Il décrivait ses activités dans l'île de New Hanover (district de la Nouvelle-Irlande) et le problème posé par le culte Johnson qui y était pratiqué. A son avis, toute la structure sociale d'organisation et de pouvoir avait été détruite. L'indépendance n'était pas encore la solution. Il pensait que l'Australie avait trop accéléré le rythme du développement. Il estimait que les objectifs fixés seraient atteints en temps voulu. Il espérait que les Australiens resteraient pour faire marcher le pays.

14. Une pétition (T/PET.8/22) émanait de la Papua and New Guinea Native Ex-Service Association de Rabaul dont les membres se plaignaient de ne pas avoir été traités, bien qu'ils aient combattu aux côtés des Australiens et des Américains pendant la deuxième guerre mondiale, sur un pied d'égalité avec eux notamment lorsqu'ils

avaient cherché à obtenir des prêts pour s'installer à leur compte. L'Association exprimait également le désir de rencontrer les membres de l'ONU qui pourraient se rendre à Rabaul dans l'avenir afin que ces derniers puissent entendre leurs doléances. Les observations formulées par le Gouvernement australien, en sa qualité d'Autorité administrante, au sujet de cette pétition ont été distribuées sous la cote T/OBS.8/12.

15. A la 1304<sup>ème</sup> séance du Conseil le représentant du Libéria s'est inquiété des faits mentionnés dans la pétition T/PET.8/22 par les anciens combattants de Nouvelle-Bretagne, d'autant plus qu'un des conseillers du Représentant spécial avait reconnu devant le Conseil que les anciens combattants autochtones recevaient des parcelles beaucoup plus petites que les anciens combattants australiens et que les prêts qui leur étaient consentis étaient également plus faibles. Il y avait là une discrimination évidente.

16. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé à la même séance que les faits mentionnés dans les pétitions T/PET.8/22 et T/PET.8/L.10 faisaient douter que la Nouvelle-Guinée et le Papua connaissent l'état de bonheur et de prospérité qu'avait dépeint le représentant de l'Australie. La situation était loin d'être parfaite dans ces territoires et la satisfaction exprimée par les représentants de l'Australie était déplacée. L'inquiétude que les faits mentionnés dans cette pétition inspiraient au représentant du Libéria était fondée. La pétition T/PET.8/L.10 ne faisait que l'accentuer. Le représentant de l'Union soviétique a appelé l'attention sur la teneur de la pétition et il a noté en particulier qu'aucun des cinq représentants de la Nouvelle-Bretagne à la Chambre d'assemblée n'était un autochtone de la Nouvelle-Bretagne, ce qui avait amené les pétitionnaires à poser cette question : "Dans ces conditions, comment apprendrons-nous jamais à nous gouverner nous-mêmes?"

17. A la même séance le représentant de l'Autorité administrante, complétant les observations présentées par écrit, a déclaré qu'il appartenait aux représentants élus de la population de la Nouvelle-Guinée de décider de l'avenir de ce territoire et que ce n'était pas à d'autres de le faire à leur place. Le représentant de l'URSS avait insinué, a-t-il poursuivi, que la Chambre d'assemblée était contrôlée par des étrangers; le représentant de l'Autorité administrante a fait observer qu'en fait ses membres étaient élus et qu'il existait une majorité autochtone.



18. Le Conseil a décidé, sans objections, d'appeler l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante (T/OBS.8/13) et sur les déclarations de son représentant ainsi que sur les déclarations que d'autres représentants avaient faites à la 1304ème séance.

19. Une autre pétition émanait de M. Dale C. Otto, un missionnaire chrétien de nationalité américaine vivant en Australie qui demandait que le Conseil l'aide à obtenir l'autorisation de se rendre en Nouvelle-Guinée pour y aider la population du Sepik River District. Il avait reçu une lettre du Département australien des territoires par laquelle il lui avait été notifié qu'une telle autorisation ne lui serait pas accordée.

20. Dans ses observations écrites (T/OBS.8/12), l'Autorité administrante a déclaré que M. Otto était arrivé dans le Territoire sous tutelle le 27 octobre 1965 comme volontaire attaché à une mission luthérienne. Quelques jours après, il avait décidé de quitter la mission pour prêcher indépendamment. Aux dires de certains, il mettait en danger la santé et le bien-être de la population autochtone en lui recommandant de suivre un régime uniquement composé de pain et de poisson et de ne prendre aucun médicament. Par la suite, le pétitionnaire a été hospitalisé en raison d'une forte fièvre. Par son comportement à l'hôpital, il aurait causé un surcroît de travail inutile au personnel et, de plus, il n'aurait pas été en mesure de régler ses frais d'hôpital. Il avait quitté le Territoire sous tutelle le 15 avril 1966 de son propre gré. Si l'autorisation de revenir dans le Territoire lui avait été refusée, c'était en raison du caractère - jugé dangereux - de ses enseignements et en raison des ennuis qu'il avait causés aux autorités et au personnel de l'hôpital, et aussi parce qu'il n'appartenait à aucune mission. Le représentant de l'Autorité administrante a répondu à la 1304ème séance du Conseil que si la Puissance administrante n'autorisait pas M. Otto à retourner en Nouvelle-Guinée, ce n'était pas pour des raisons religieuses. Elle ne doutait pas de la sincérité religieuse de M. Otto mais elle estimait que ses activités pouvaient porter atteinte au bien-être de la population.

21. Le Conseil a décidé, sans objections, d'attirer l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante (T/OBS.8/12) et sur les déclarations de son représentant ainsi que sur les déclarations que d'autres représentants avaient faites à la 1304ème séance.

/...

## CHAPITRE IV

### VISITES DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

#### A. Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (1967)

22. A sa trente-troisième session, le Conseil avait adopté la résolution 2145 (XXXIII) en date du 20 juillet 1965, aux termes de laquelle il décidait d'envoyer une mission de visite périodique dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. La Mission se composait de Mlle Angie Brooks (Libéria), Présidente, M. Kenneth Rogers (Australie), M. Pierre Basdevant (France) et M. Richard Posnett (Royaume-Uni). Cette résolution définissait également le mandat de la Mission de visite.

23. Avant son départ pour le Territoire sous tutelle, la Mission s'est rendue à Washington, D.C., les 30 et 31 janvier 1967 pour avoir des entretiens préliminaires avec des représentants des Départements d'Etat et de l'Intérieur et du Peace Corps sur l'évolution récente de la situation dans le Territoire sous tutelle et, en particulier, pour obtenir l'avis de l'Autorité administrante quant à l'avenir du Territoire. La Mission a été reçue par les Secrétaires d'Etat et à l'Intérieur. La Mission a voyagé dans le Territoire du 12 février au 7 mars 1967, puis est rentrée à New York pour rédiger son rapport.

24. Le rapport de la Mission<sup>1/</sup> a été examiné par le Conseil en même temps que le rapport annuel de l'Autorité administrante. Les principales observations et recommandations de la Mission de visite quant à la situation qui prévaut dans le Territoire sous tutelle, ainsi que le texte de la résolution 2147 (XXXIV) adoptée par le Conseil le 29 juin 1967 figurent dans le rapport du Conseil au Conseil de sécurité (S/8020).

#### B. Mission de visite des Nations Unies dans les territoires sous tutelle de Nauru et de Nouvelle-Guinée (1968)

/A compléter ultérieurement/

1/ T/1658 et Corr.1 (anglais seulement) et Add.1.



## CHAPITRE V

### ACCESSION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE ET SITUATION DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

#### A. Observations générales

A sa 1312<sup>ème</sup> séance, le Conseil de tutelle a examiné la question de l'accession des territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance. Pendant l'examen de la situation dans les territoires sous tutelle des Iles du Pacifique, de Nauru et de la Nouvelle-Guinée, à sa trente-quatrième session, le Conseil s'est particulièrement préoccupé des mesures prises pour transférer tous les pouvoirs aux peuples de ces territoires, conformément à leur désir et à leur volonté librement exprimés, afin de leur permettre de jouir le plus tôt possible de l'autonomie ou d'une indépendance complète. L'accent a été mis plus particulièrement sur la nécessité de fixer des dates pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance. Les observations présentées à titre individuel par les membres du Conseil, ainsi que les conclusions et recommandations pertinentes du Conseil, sont exposées dans le rapport au Conseil de sécurité en ce qui concerne le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et dans les chapitres pertinents de la deuxième partie du présent rapport en ce qui concerne Nauru et la Nouvelle-Guinée.

A la 1297<sup>ème</sup> séance, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que les travaux de la trente-quatrième session du Conseil de tutelle se déroulaient à un moment où les peuples qui demeuraient encore sous le joug colonial luttaienent de manière particulièrement âpre, appuyés par toutes les nations éprises de paix et de liberté ainsi que par l'Organisation des Nations Unies.

Après l'adoption de l'historique Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le mouvement de libération nationale des peuples asservis avait fait de notables progrès et de nombreux pays nouvellement indépendants étaient apparus sur la carte du monde. Il allait de soi que le processus d'effondrement de plus en plus rapide du système colonial était, au premier chef, le résultat du combat mené par les peuples eux-mêmes, mais il était également incontestable que l'Organisation des Nations Unies avait joué son rôle à cet égard. Or, en raison des

efforts déployés au sein du Conseil de tutelle par les puissances coloniales, l'effort de l'ONU en faveur de la libération des peuples se trouvait freiné par le Conseil, pourtant appelé, conformément à la Charte, à contribuer au progrès économique et social des territoires sous tutelle et au progrès de l'autonomie et de l'indépendance. Les colonialistes semblaient se sentir tout à fait à l'aise au Conseil de tutelle et les décisions qui y étaient adoptées étaient en contradiction flagrante avec l'esprit de l'époque comme avec celui des nombreuses décisions de l'Organisation relatives à la décolonisation.

Les activités du Conseil de tutelle ne reflétaient pas les changements radicaux qui étaient intervenus dans le monde depuis une vingtaine d'années. Comme le Secrétaire général l'avait déclaré à l'ouverture des travaux du Comité spécial des Vingt-Quatre, les échecs de l'Organisation des Nations Unies en matière de décolonisation s'expliquaient, non pas par l'insuffisance des efforts de l'ONU, mais par la répugnance des puissances coloniales à mettre en oeuvre la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. En effet, ces puissances avaient recours à toutes sortes de manoeuvres et ne reculaient devant aucun procédé pour prolonger leur domination coloniale dans les territoires sous tutelle et protéger ainsi leurs intérêts économiques et stratégiques.

Le Conseil s'était transformé en un organe où on enregistrait les propositions des puissances coloniales visant à faire des territoires dépendants des annexes économiques des métropoles et des bases militaires grâce auxquelles les puissances coloniales pourraient mieux défendre les intérêts des monopoles américains, anglais, australiens et autres dans ces territoires mêmes et dans l'océan Pacifique et l'Extrême-Orient en général. Ayant transformé la plupart des territoires sous tutelle en bases militaires, les Etats-Unis et leurs partenaires dans l'agression au Sud-Est asiatique utilisaient ces territoires, ainsi que les territoires non autonomes tels que Guam, dans leur guerre sordide contre le peuple du Viet-Nam et contre les autres peuples qui luttait pour leur liberté et leur indépendance. Le Conseil méconnaissait les nombreuses résolutions de l'Assemblée générale qui exigeaient des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande qu'ils accordent aux peuples des territoires sous tutelle et des territoires non

autonomes le droit à l'autonomie ou à l'indépendance. On ne pouvait exprimer l'espoir que des décisions répondant aux intérêts des peuples des territoires sous tutelle seraient prises à la présente session du Conseil, mais le devoir de ses membres était d'exiger qu'il commence à examiner les questions inscrites à l'ordre du jour, non plus sur la base des rapports des autorités administrantes, qui déformaient la vérité, mais en se demandant comment ces puissances appliquaient les résolutions de la vingt et unième session de l'Assemblée générale qui concernaient notamment les Territoires sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et de Nauru. Les résolutions 2226 (XXI) du 20 décembre 1966, 2227 (XXI) et 2189 (XXI) de l'Assemblée générale exigeaient des autorités administrantes la mise en oeuvre de toute une série de mesures tendant à surmonter les obstacles qui se dressaient encore sur la voie de l'élimination du régime colonial. Cette méthode permettrait tout d'abord de connaître la situation réelle des territoires dont l'examen était inscrit à l'ordre du jour; elle permettrait en outre de gagner du temps dans la mesure où l'on renoncerait à examiner les données fournies dans les rapports des autorités administrantes, qui avaient pour seul but de détourner l'attention du Conseil du véritable problème, lequel était de savoir comment ces puissances appliquaient la Déclaration ainsi que les décisions de la dernière session de l'Assemblée générale.

A la 1312ème séance, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé que lors de la déclaration qu'il avait déjà faite au sujet de l'organisation des travaux du Conseil, il avait proposé que celui-ci lors des débats relatifs à chaque territoire sous tutelle, examine la façon dont l'Autorité administrative appliquait les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Cette proposition avait semblé avoir été retenue par le Conseil et l'application de la résolution 1514 (XV), en particulier, avait été constamment l'objet de discussions. La délégation soviétique avait fourni des exemples montrant que les Etats-Unis et l'Australie n'appliquaient pas cette résolution mais qu'au contraire ils refusaient l'autodétermination aux peuples dont ils avaient la charge et encourageaient leur exploitation par les monopoles, ainsi que la militarisation des territoires.

Par sa résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961 créant un Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'Assemblée générale demandait notamment au Conseil de tutelle d'aider le Comité spécial dans sa tâche.

Comme suite à cette demande, la Présidente du Conseil de tutelle a adressé au Président du Comité spécial une lettre par laquelle elle lui faisait savoir qu'à sa trente-quatrième session, le Conseil avait examiné la situation dans les Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique, de Nauru et de la Nouvelle-Guinée et que ses conclusions et recommandations, ainsi que les observations présentées à titre individuel par les membres du Conseil, figuraient dans le rapport au Conseil de sécurité, pour le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et dans le rapport à l'Assemblée générale, pour Nauru et la Nouvelle-Guinée. La Présidente du Conseil de tutelle ajoutait qu'elle était disposée à discuter avec le Président du Comité spécial toute autre assistance que le Comité spécial pourrait demander au Conseil de tutelle.

B. Résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question  
du Territoire sous tutelle de Nauru

Dans sa résolution 2111 (XX) en date du 21 décembre 1965, l'Assemblée générale réaffirmait le droit inaliénable du peuple nauruan à l'autonomie et à l'indépendance, invitait l'Autorité administrante à prendre immédiatement des mesures pour donner suite à la proposition des représentants du peuple nauruan concernant la création d'un conseil législatif avant le 31 janvier 1966, priait l'Autorité administrante de fixer la date la plus proche possible, mais au plus tard, le 31 janvier 1968, pour l'accession du peuple nauruan à l'indépendance, conformément à ses vœux, priait en outre l'Autorité administrante de prendre immédiatement des mesures pour remettre en état l'île de Nauru de manière que le peuple nauruan puisse y vivre en tant que nation souveraine, et invitait l'Autorité administrante à faire rapport au Conseil de tutelle lors de sa trente-troisième session, sur la mise en oeuvre de la résolution.

Dans sa résolution 2226 (XXI), l'Assemblée générale réaffirmait le droit inaliénable du peuple nauruan à l'autonomie et à l'indépendance, recommandait à l'Autorité administrante de fixer la date la plus proche possible, mais au plus tard le 31 janvier 1968, pour l'accession du peuple nauruan à l'indépendance conformément à ses vœux librement exprimés, et recommandait en outre à l'Autorité administrante de transférer le contrôle de l'exploitation de l'industrie des phosphates au peuple nauruan et de prendre des mesures immédiates, quelles que soient les dépenses qu'elles entraîneraient, pour remettre en état l'île de Nauru afin que le peuple nauruan puisse y vivre en tant que nation souveraine.



Le Conseil a examiné ces deux résolutions en même temps que le rapport annuel de l'Autorité administrante pour la période considérée.

OBSERVATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL DE TUTELLE NE REPRESENTANT  
QUE LEURS PROPRES OPINIONS

[A compléter ultérieurement]

C. Résolution de l'Assemblée générale relative à la question du  
Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et du Territoire  
du Papua

Dans sa résolution 2112 (XX) en date du 21 décembre 1965, l'Assemblée générale invitait la Puissance administrante à appliquer pleinement la résolution 1514 (XV) et, à cette fin, à fixer sans tarder une date pour l'indépendance conformément aux vœux librement exprimés de la population, et priait l'Autorité administrante de soumettre un rapport au Conseil de tutelle lors de sa trente-troisième session.

Dans sa résolution 2227 (XXI), l'Assemblée générale réaffirmait le droit inaliénable du peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, déplorait le fait que la Puissance administrante n'ait pas mis en oeuvre la résolution 2112 (XX) de l'Assemblée générale, invitait la Puissance administrante à appliquer pleinement la résolution 1514 (XV) et à en informer le Conseil de tutelle, lors de sa trente-quatrième session, ainsi que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, des mesures prises à cet égard, et invitait la Puissance administrante à appliquer les mesures suivantes :

a) suppression de toutes les conditions électorales discriminatoires; b) abolition de toutes les pratiques discriminatoires existant dans les domaines économique, social, de la santé et de l'enseignement; c) organisation d'élections sur la base du suffrage universel des adultes en vue de transférer les pouvoirs à la population des territoires; d) fixation d'une date rapprochée pour l'indépendance; la résolution invitait en outre la Puissance administrante à s'abstenir d'utiliser les territoires pour des activités militaires incompatibles avec la Charte des Nations Unies, et priait le Secrétaire général de transmettre la résolution à la Puissance administrante.

Le Conseil a examiné ces deux résolutions en même temps que le rapport annuel de la Puissance administrante pour la période considérée.

A la 1318<sup>ème</sup> séance du Conseil, le représentant de l'Union soviétique a présenté un projet de résolution (T/L.1127) et a déclaré que, contrairement au rapport, ce projet était conforme à la résolution 1514 (XV) et aux décisions postérieures des Nations Unies. D'après cette résolution, le Conseil aurait 1) réaffirmé le droit inaliénable du peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; 2) condamné la Puissance administrante pour son refus de mettre en oeuvre les résolutions 2112 (XX) et 2227 (XXI) de l'Assemblée générale, en date des 21 décembre 1965 et 20 décembre 1966; 3) prié instamment la Puissance administrante de prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer pleinement et sans délai les recommandations contenues dans les résolutions 2112 (XX) et 2227 (XXI) de l'Assemblée générale; 4) prié le Secrétaire général de transmettre la résolution à la Puissance administrante.

Le Conseil a examiné ce projet de résolution à sa 1319<sup>ème</sup> séance. Le représentant du Libéria a demandé la division sur le paragraphe 2 du dispositif. Le paragraphe 2 du dispositif a été rejeté par 6 voix contre une, avec une abstention. L'ensemble du projet de résolution a été rejeté par 6 voix contre 2. Le Conseil a alors décidé, sans objection, d'insérer un résumé des observations des Etats membres, ne représentant que leurs propres opinions sur cette question, dans la présente section du rapport du Conseil à l'Assemblée générale.

#### OBSERVATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL DE TUTELLE NE REPRESENTANT QUE LEURS PROPRES OPINIONS

Le représentant de la France a déclaré qu'il comprenait, bien entendu, la prudence montrée par les représentants de la population elle-même, devant la complexité et l'ampleur des tâches que représentent l'administration et le gouvernement, mais que sa délégation était certaine que l'Autorité administrante ferait en sorte que la population ait pleinement conscience de ses responsabilités et de ses possibilités, d'une part en lui montrant bien quel choix elle devra faire lorsqu'elle exercera son droit à l'autodétermination et d'autre part en l'associant de plus en plus à la gestion de ses affaires et en lui confiant progressivement la responsabilité de certains secteurs de l'administration.



Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que les réponses faites par deux visiteurs de la Chambre d'Assemblée néo-guinéenne montraient de façon convaincante que la majorité de la population du Territoire sous tutelle était opposée à une indépendance prématurée et avait même demandé qu'on ne les bouscule pas. Ils ne tenaient pas à être livrés à eux-mêmes tant qu'ils n'étaient pas sûrs de pouvoir se gouverner seuls. Cette attitude ne devait pas servir de prétexte pour relâcher l'effort très grand qui était fait afin d'accélérer autant que possible leur évolution mais ce n'étaient pas les autres qui devaient dire à la population néo-guinéenne ce qu'elle devait penser ou ressentir. Le fait de fixer une date arbitraire pour l'indépendance au mépris du désir de la population aurait même été contraire au principe énoncé dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale selon lequel l'avenir de ces populations doit être conforme à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés. L'Autorité administrante a choisi un mode d'action conforme aux principes de la Charte selon lequel les intérêts des habitants doivent passer avant toute autre considération.

Le représentant de la Chine a déclaré que le jour n'était pas, et ne pouvait pas être, éloigné où la population de la Nouvelle-Guinée choisirait librement son avenir et son destin. Elle a sans aucun doute le droit de le faire maintenant, si elle veut, et il est certain qu'un jour elle exercera ce droit.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit qu'il était clair que la population du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, bien qu'étant heureuse d'avancer régulièrement vers une autonomie plus grande, ne réclamait pas l'indépendance pour le moment et ce n'était pas parce qu'elle était dans l'impossibilité d'exprimer ses vues ou parce qu'elle ne connaissait pas ses droits. Tout en étant libre d'agir à leur guise, il était net que les Néo-Guinéens ne souhaitent pas encore que plus de pouvoirs leur soient confiés. La délégation néo-zélandaise acceptait les positions connues de la population et s'efforçait de la faire parvenir au stade de l'autodétermination aussi rapidement que possible dans les circonstances les plus favorables; en outre, elle essayait de maintenir ouvertes toutes les possibilités de choix pour l'avenir.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué que l'Autorité administrante n'avait pas l'intention de modifier la nature de son aide financière au Territoire aussi longtemps que cette aide serait nécessaire et demandée. Les doutes qui avaient été exprimés au sujet de ces engagements ne pouvaient que semer la confusion et la discorde en Nouvelle-Guinée et il fallait faire bien comprendre à la population qu'il n'était absolument pas question que l'Australie cesse de les aider. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a ajouté que la dépendance quasi totale envers l'Australie ne deviendrait pas une caractéristique permanente de l'économie et que lorsqu'ils exerceraient leur droit à l'autodétermination les Néo-Guinéens pourraient choisir librement. Il pensait que la population choisirait l'indépendance et ce dans un avenir pas trop éloigné, mais il ne croyait pas à la nouvelle doctrine selon laquelle l'indépendance était le seul choix qui s'offrait à la population des territoires sous tutelle et des territoires non autonomes et selon laquelle aussi cette population n'avait pas le droit de décider la date à laquelle le territoire deviendrait un Etat souverain.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que les rapports écrits et oraux de l'Autorité administrante ainsi que les réponses du représentant de l'Australie aux questions qui lui avaient été posées par les membres du Conseil de tutelle, l'avaient convaincu qu'il n'y avait pas eu de changement dans la politique colonialiste de l'Australie concernant le Papua et la Nouvelle-Guinée. Il avait essayé de découvrir quelles mesures pratiques étaient prises pour permettre à la population du Territoire d'exercer librement son droit à l'indépendance conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Toutefois, la réponse continuait d'être - pas d'indépendance pour la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que depuis quelque temps, les autorités australiennes s'étaient obstinées à prétendre que le statut politique futur du Territoire ainsi que la date à laquelle il parviendrait à l'indépendance étaient des questions qui ne pouvaient être tranchées que par la population du Territoire elle-même. Il a ajouté que si tel était le cas on comprenait mal pourquoi des agents à la solde du département de police coloniale spéciale surveillaient constamment la population locale et s'efforçaient de découvrir les Néo-Guinéens qui

critiquaient la Puissance coloniale. Il était clair que les activités policières de l'Administration coloniale avaient pour seul but d'empêcher la population autochtone de penser à la possibilité de créer un Etat indépendant ou d'en parler. Dans ces conditions, le Conseil ne pouvait guère attacher de crédit aux affirmations de la Puissance administrante selon lesquelles l'avenir du Territoire était une question que la population serait seule à trancher.

D'après le représentant de l'Union soviétique on pouvait tirer ces conclusions du rapport de l'Autorité administrante. Premièrement elle n'avait pris aucune mesure spéciale pendant la période considérée pour assumer ses obligations en vertu de la Charte et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. La Nouvelle-Guinée continuait d'être une colonie australienne et l'Autorité administrante s'efforçait de maintenir sa domination sur le Territoire. Deuxièmement l'Australie avait continué à utiliser ce territoire à son profit et à celui des monopoles australiens et autres monopoles étrangers aux dépens des intérêts de la population autochtone qui continuait à vivre dans la misère, la pauvreté et l'analphabétisme. Troisièmement de nouvelles mesures avaient été prises pour utiliser le Territoire à des fins impérialistes en le transformant en base stratégique créant ainsi une tension dans la région. La recommandation du Conseil devrait tenir compte de ces considérations et demander l'application immédiate de la résolution 2227 (XXI) de l'Assemblée générale.

Dans sa déclaration liminaire, le représentant spécial a souligné que la politique australienne en ce qui concerne le Papua et la Nouvelle-Guinée prévoyait l'autodétermination à une date qui serait choisie par la population elle-même et la représentante des Etats-Unis s'est déclarée convaincue que cette politique était conforme à la Charte, à l'Accord de tutelle et aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Elle a exprimé l'espoir que le Conseil de tutelle, lorsqu'il formulerait ses conclusions et recommandations au sujet de la Nouvelle-Guinée, serait guidé par le désir de favoriser un développement aussi rapide que possible de la compréhension politique tout en se conformant aux "aspirations librement exprimées des populations intéressées"; ce principe est contenu dans l'Article 76 de la Charte des Nations Unies, dans l'Accord de tutelle et au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

Le représentant du Libéria a déclaré que l'Autorité administrante avait réussi à entraver le bon fonctionnement du Conseil en refusant de faire rapport sur l'évolution constitutionnelle du Territoire et d'appliquer les principales dispositions des résolutions 2112 (XX) et 2227 (XXI) de l'Assemblée générale. Dans ces conditions, il ne servirait de rien d'insister sur ces questions bien que leur importance ne doive pas être minimisée. Ce qui comptait, comme l'avait déclaré récemment le Ministre d'Etat des territoires, c'était qu'au Papua comme en Nouvelle-Guinée, l'Administration avait jeté les fondements des institutions politiques qui, lorsque le moment de l'indépendance ou de l'autonomie serait venu, pourraient servir de base à un gouvernement stable et capable de répondre aux besoins d'une population vivant dans un Etat démocratique.

Le représentant de l'Autorité administrante a dit que le Gouvernement australien avait étudié avec le plus grand soin les résolutions 2112 (XX) et 2227 (XXI) de l'Assemblée générale, de même que toutes les autres résolutions pertinentes. A cet égard, la délégation australienne tenait à faire remarquer que la position de son gouvernement reposait essentiellement sur la Charte des Nations Unies et l'Accord de tutelle librement conclu avec les Nations Unies avec l'approbation de tous les membres de l'Organisation. Si la délégation soviétique pensait que les dispositions de la Charte n'étaient plus applicables, elle n'avait qu'à le dire franchement. Pour sa part, le représentant de l'Australie semblait se rappeler que dans les divers organes des Nations Unies, et en particulier au Comité spécial des Vingt-Quatre, la délégation soviétique avait souligné qu'il était indispensable que tous les pays se conforment aux obligations qu'ils avaient assumées en vertu de la Charte. L'adoption des dispositions de la Charte relatives aux territoires dépendants avait été due en grande partie aux efforts de la délégation australienne. Certaines délégations à San Francisco, en 1945, ne s'étaient pas autant intéressées au sort des peuples dépendants. La résolution 2227 (XXI) de l'Assemblée générale ne faisait aucune proposition constructive pour résoudre le problème de la Nouvelle-Guinée étant donné qu'elle avait pour but de déformer les faits et même de présenter des "faits" non existants comme étant la vérité.

Le paragraphe 1 du dispositif de cette résolution réaffirmait le droit inaliénable du peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée à l'autodétermination et à l'indépendance. Mais ce droit signifiait avant tout qu'il appartenait aux habitants eux-mêmes de choisir le moment où ils exprimeraient leurs vues quant à l'avenir de



leur pays. Le paragraphe 2 du dispositif dans lequel l'Assemblée déplore le fait que la Puissance administrante n'a pas mis en oeuvre la résolution 2112 (XX) de l'Assemblée générale, ignorait complètement les efforts qui avaient été faits et les progrès qui avaient déjà été réalisés vers l'autodétermination de la population. Au paragraphe 3 du dispositif, la Puissance administrante était invitée à appliquer pleinement la résolution 1514 (XV), or, a fait observer le représentant de l'Australie, les deux membres de la Chambre d'assemblée présents au Conseil étaient des représentants de la population néo-guinéenne démocratiquement élus sur la base d'une liste électorale unique et du suffrage universel.

Au paragraphe 4 du dispositif, l'Assemblée générale invitait la Puissance administrante à supprimer toutes les conditions électorales discriminatoires. Mais il n'y avait pas de discrimination dans le Territoire en ce qui concernait les élections. Si certaines conditions étaient maintenues dans quelques régions, c'était parce que la population le voulait ainsi et le Parlement néo-guinéen était ouvert à des candidats de toutes les races. Il était question dans l'alinéa b) de pratiques discriminatoires existant dans les domaines économique, social, de la santé et de l'enseignement. Certes, des irrégularités existaient dans certains domaines mais l'Administration et la Chambre d'assemblée faisaient tout leur possible pour les éliminer, de façon qu'il y ait bientôt une complète égalité non seulement entre les Européens et les Néo-Guinéens, mais aussi entre ces derniers et les habitants de toutes les autres races. Pour ce qui était de l'alinéa c), qui recommandait d'organiser des élections sur la base du suffrage universel des adultes, la délégation australienne s'étonnait que l'Assemblée générale prétende ignorer le fait que le Territoire avait une Chambre d'assemblée élue au suffrage universel d'après une liste électorale commune, où la plupart des électeurs inscrits étaient des autochtones et que les mêmes principes démocratiques seraient observés aux futures élections. Quant à la question de l'indépendance, qui était mentionnée à l'alinéa d), le représentant de l'Autorité administrante a tenu à souligner que la population autochtone elle-même ferait connaître ses vues sur la question quand elle le jugerait opportun et qu'elle était pleinement consciente des diverses possibilités qui lui étaient ouvertes. Enfin, pour ce qui était du paragraphe 5 du dispositif où il

était question d'activités militaires incompatibles avec la Charte des Nations Unies, le représentant de l'Australie a dit que les activités en question étaient compatibles avec les dispositions de l'Accord de tutelle et qu'en fait, elles étaient réduites si on les comparait à celles qui étaient menées dans d'autres pays.

M. Eupu, Conseiller auprès du Représentant spécial et membre de la Chambre d'assemblée, a déclaré que la population de la Nouvelle-Guinée ne désirait pas l'indépendance immédiatement. Elle préfèrait attendre et, entre-temps, se préparer pour y accéder dans les meilleures conditions possibles. De nouvelles élections à la Chambre d'assemblée auraient lieu en 1968, après quoi les représentants du peuple auraient d'amples occasions de décider de la direction à donner à l'évolution du Territoire.

M. Zurecnuos, Conseiller auprès du Représentant spécial et aussi membre de la Chambre d'assemblée, a déclaré que, participant aux travaux du Conseil pour la première fois, il tenait à remercier le Conseil d'avoir tant fait pour hâter le progrès de la Nouvelle-Guinée vers l'autonomie et l'indépendance. Les Néo-Guinéens voulaient bâtir leur future indépendance sur une base solide de façon à éviter certaines difficultés qu'avaient rencontrées d'autres pays en raison d'une évolution trop rapide.

A la 1318ème séance, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la délégation soviétique jugeait inacceptables les recommandations formulées dans le rapport du Comité de rédaction, car elles ne tenaient pas compte des décisions des Nations Unies, notamment de la résolution 2227 (XXI) par laquelle l'Assemblée générale avait invité la Puissance administrante à appliquer un certain nombre de mesures en vue de hâter l'accession du Papua et de la Nouvelle-Guinée à l'indépendance. En fait, le rapport exprimait l'opinion de la Puissance administrante, qui, par sa politique, visait à annexer le Territoire. Le rapport tentait de justifier l'élection d'une catégorie particulière de personnes à la Chambre d'assemblée et prenait ainsi le parti de la Puissance administrante. Cette recommandation était incompatible avec les dispositions de la résolution 2227 (XXI), par laquelle l'Assemblée générale avait invité la Puissance administrante à supprimer toutes les conditions électorales discriminatoires. Le Comité de rédaction approuvait la politique de la Puissance administrante qui exigeait des candidats à la Chambre d'assemblée un certain niveau d'instruction, ce qui, dans



la pratique, réduisait considérablement pour les autochtones la possibilité d'être élus et favorisait l'élection d'Australiens. Le Comité de rédaction avait également fait preuve de parti pris en faveur de la Puissance administrante en ne recommandant une réduction du pouvoir législatif de celle-ci que dans un certain nombre de domaines secondaires et de façon très limitée. De même, les chapitres du rapport consacrés au développement économique et au progrès de l'enseignement reprenaient et approuvaient la politique de la Puissance coloniale. On n'y faisait mention ni du pillage des ressources naturelles et humaines du Territoire par les monopoles impérialistes internationaux, ni des salaires de misère que recevaient les autochtones, ni de l'absence de lois de protection sociale, ni de la discrimination en matière de salaires entre les travailleurs autochtones et les travailleurs venus de la métropole. Le rapport ne condamnait pas non plus la politique de la Puissance coloniale concernant l'aliénation des terres; au contraire, le Conseil était invité à recommander que l'Autorité administrante et la Chambre d'assemblée continuent d'exploiter les ressources naturelles du Territoire par l'intermédiaire de compagnies privées. Il s'agissait non seulement de permettre une exploitation abusive et impitoyable des ressources du Territoire, mais aussi de donner un fondement "juridique" à une telle exploitation. Les conclusions et les recommandations formulées par le rapport ne tenaient aucun compte des résolutions 2105 (XX) et 2189 (XXI) de l'Assemblée générale, qui priaient les Puissances administrantes de démanteler leurs bases militaires dans les territoires coloniaux, pas plus que de la résolution 2227 (XXI), qui invitait la Puissance administrante à s'abstenir d'utiliser les Territoires du Papua et de la Nouvelle-Guinée pour des activités militaires incompatibles avec la Charte des Nations Unies. En conséquence, la délégation soviétique estimait que le rapport du Comité de rédaction était totalement inacceptable et voterait contre ce texte. La délégation soviétique était fermement opposée à la recommandation du Comité de rédaction qui tendait à ce que la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale soit appliquée au Papua et à la Nouvelle-Guinée, car cette résolution n'avait pas trait aux questions de décolonisation, mais concernait seulement l'obligation de communiquer des renseignements sur les territoires non autonomes. La délégation soviétique s'élevait contre toute

mention de cette résolution dans le rapport du Conseil à l'Assemblée générale, d'autant plus que les puissances coloniales l'utilisaient pour masquer leur politique visant à l'annexion des Territoires sous tutelle, ce qui était en contradiction flagrante avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

A la même séance, le représentant de la Nouvelle-Zélande a regretté que le représentant de l'Union soviétique ait cru nécessaire de faire encore une déclaration d'ordre général sur le Territoire sous tutelle du Papua et de la Nouvelle-Guinée plutôt que de recourir à la procédure normale pour introduire des amendements au projet de rapport, conformément à la pratique démocratique et déjà ancienne du Conseil de tutelle. Le projet de résolution présenté par la délégation soviétique pour remplacer le rapport du Comité de rédaction ne faisait même pas mention des opinions exprimées par les représentants du Papua et de la Nouvelle-Guinée devant le Conseil, ce qui était caractéristique de l'attitude de l'Union soviétique à l'égard de toute la question. Cette attitude confirmait en fait la valeur du jugement du Comité de rédaction.

A la même séance, le représentant de l'Autorité administrante a constaté que le représentant de l'Union soviétique avait utilisé sa méthode familière qui consistait à prononcer des affirmations d'ordre général à des fins de propagande. Le représentant de l'Union soviétique avait parlé d'"aliénation" des terres : or, le système d'"aliénation" des terres appliqué dans le Territoire sous tutelle était le mieux contrôlé qui ait jamais existé dans une région analogue du monde. Moins de 3 p. 100 des terres avaient cessé d'être la propriété d'autochtones, et encore après une étude très soigneuse des besoins de la population. Il n'y avait pas pénurie de terres et une grande partie de ces 3 p. 100 était elle-même utilisée au profit de la population. Le représentant de l'Union soviétique avait repris ses attaques habituelles contre les activités des "monopoles". Mais en fait, des capitaux étaient nécessaires au développement; l'Autorité administrante et les organismes des Nations Unies mettaient à la disposition du Territoire d'importantes sommes d'argent qui ne représentaient cependant qu'une goutte d'eau dans la mer, comme l'avait d'ailleurs reconnu la Chambre d'assemblée elle-même. Le représentant

de l'Union soviétique avait affirmé que l'Autorité administrante agissait de façon incompatible avec la Charte des Nations Unies. La délégation soviétique savait qu'il n'en était rien et que toute action de l'Autorité administrante était fondée sur la Charte des Nations Unies et sur l'Accord de tutelle. L'attitude du représentant de l'Union soviétique à l'égard des résolutions de l'Assemblée générale était étrangement sélective. Il y avait lieu de se demander pourquoi la délégation soviétique estimait que certaines résolutions avaient une valeur et que d'autres, comme par exemple la résolution 1541 (XV), n'en avaient pas.

## CHAPITRE VI

### AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL DE TUTELLE

#### A. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires sous tutelle

Le programme de bourses de l'ONU destiné aux habitants des territoires sous tutelle a été instauré par la résolution 557 (VI) de l'Assemblée générale en date du 18 janvier 1952. Conformément à la procédure approuvée par le Conseil de tutelle au sujet de la gestion de ce programme, le Secrétaire général est invité à présenter chaque année au Conseil un rapport contenant tous les renseignements utiles sur l'exécution du programme.

Le rapport du Secrétaire général (T/1664 et Add.1) présenté au Conseil à sa trente-quatrième session était le seizième rapport annuel; il portait sur la période allant du 20 mai 1966 au 20 mai 1967 et contenait des renseignements détaillés sur l'utilisation effective des bourses et moyens de formation offerts par 12 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Pendant cette période, une bourse offerte par l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait l'objet, selon les renseignements communiqués au Secrétaire général, d'une demande de la part d'un habitant du territoire sous tutelle d'une île du Pacifique. Conformément à la procédure établie, cette demande a été transmise au gouvernement intéressé. Dans une note en date du 13 juin 1967, la mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que l'Université Lumumba de l'amitié entre les nations avait accordé une bourse à un habitant du territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et l'avait invité à venir poursuivre ses études.

A ses 1311ème et \_\_\_\_\_ séances, le Conseil a examiné le rapport sur le programme de bourses destiné aux habitants des territoires sous tutelle.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le problème de l'instruction était directement relié à celui de l'accession à l'indépendance, car l'Autorité administrante prenait prétexte du fait que la population n'était pas prête pour retarder la date de l'indépendance. Il était évident que l'Autorité administrante freinait délibérément le développement

intellectuel des habitants du territoire afin de les maintenir sous sa domination; il en était de même au Papua et en Nouvelle-Guinée où deux étudiants seulement avaient fréquenté l'université. Il apparaissait clairement, à la lecture du rapport de la mission de visite, que l'Autorité administrante s'opposait aux efforts déployés par la population pour bénéficier des programmes d'instruction offerts par l'Organisation des Nations Unies.

Le représentant de l'Australie a déclaré qu'il tenait à répondre aux critiques formulées concernant l'Australie par le représentant de l'Union soviétique qui venait d'accuser l'Australie de ne pas se conformer aux résolutions 557 (VI) et 753 (VIII) de l'Assemblée générale relatives au développement de l'instruction dans les territoires sous tutelle et d'empêcher la population de bénéficier de l'assistance de l'Organisation des Nations Unies. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques devrait prendre connaissance des renseignements figurant dans les documents qui lui avaient été fournis et dans les documents officiels de la trente-troisième session du Conseil de tutelle. Le représentant de l'Australie a indiqué le nombre des étudiants du Papua et de la Nouvelle-Guinée qui étudient à l'étranger, les disciplines qu'ils étudiaient et les pays dans lesquels ils poursuivaient leurs études. Il a fait observer que c'était principalement grâce aux institutions spécialisées des Nations Unies que les étudiants en question avaient pu se rendre à l'étranger.

Le représentant du Libéria a déclaré qu'il trouvait surprenant, alors qu'une grande partie de la population de ces territoires était illettrée, que l'offre de recevoir dans leurs universités des étudiants des territoires sous tutelle faite par certains Etats Membres n'ait suscité aucune demande. Par exemple, dans les territoires sous administration australienne, on ne comptait que deux diplômés de l'enseignement supérieur et il n'y en avait probablement pas beaucoup plus dans les territoires sous tutelle des Iles du Pacifique. La délégation du Libéria priait instamment l'Australie d'autoriser les étudiants du territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée à aller effectuer des études supérieures à l'étranger.

La représentante des Etats-Unis d'Amérique a déclaré, en réponse aux déclarations faites par le représentant de l'Union soviétique concernant les bourses, qu'au cours des dix dernières années, plus de 40 étudiants micronésiens



étaient allés étudier à l'étranger grâce à des bourses des Nations Unies. Comme il avait déjà été indiqué, le Gouvernement des Etats-Unis avait pour principe de laisser les Micronésiens libres de choisir l'endroit où ils désiraient poursuivre leurs études. Il n'était pas étonnant que les Micronésiens n'aillent pas étudier en Union soviétique ou dans les pays d'Europe orientale où la barrière linguistique constituait à elle seule un grave handicap; l'anglais était une deuxième langue pour les Micronésiens et pour étudier en Union soviétique ils seraient obligés d'apprendre une troisième langue. En outre, certaines bourses couvraient seulement les frais d'études alors que d'autres comprenaient également les frais de voyage et d'autres encore fournissaient le logement et la nourriture. Ainsi, le choix d'une université dépendait de nombreux facteurs et les étudiants choisissaient les conditions les plus avantageuses pour eux.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a affirmé qu'il n'avait pas dénaturé les faits comme les représentants de l'Australie et des Etats-Unis l'en accusaient. Il s'était référé au rapport du Secrétaire général sur cette question au paragraphe 3 duquel il est indiqué que : "Aucune bourse n'a jamais été attribuée aux étudiants des territoires qui sont encore placés sous le régime international de tutelle à savoir Nauru, la Nouvelle-Guinée et le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique." Le représentant de l'Union soviétique aimerait savoir si le représentant de l'Australie a une explication à donner en ce qui concerne cette phrase.

Le représentant de l'Australie a répondu que, lorsqu'il avait accusé le représentant de l'Union soviétique de déformer la vérité, il faisait allusion au fait que celui-ci séparait certaines phrases de leur contexte afin d'en tirer les conclusions qu'il souhaitait.

Le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général et a appelé l'attention des autorités administrantes sur les observations formulées par les membres du Conseil au cours de la discussion de ce rapport.



B. Diffusion, dans les territoires sous tutelle, de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle

En application des résolutions 36 (III) du Conseil de tutelle, en date du 8 juillet 1948, et 754 (VIII) de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1953, le Conseil était saisi à sa trente-quatrième session du rapport annuel du Secrétaire général (T/1665) sur les dispositions prises en coopération avec l'Autorité administrante en vue de diffuser dans les territoires sous tutelle des documents officiels de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des renseignements sur les buts et activités de l'ONU et le régime international de tutelle.

Ce rapport, qui portait sur la période allant du 1er juin 1966 au 31 mai 1967, mentionnait le nombre total des diverses publications, les programmes radio-phoniques sur les questions dont s'occupent les Nations Unies, les messages enregistrés à l'occasion de la Journée des Nations Unies et de la Journée des droits de l'homme tant par le Président de l'Assemblée générale que par le Secrétaire général et les messages enregistrés par le Secrétaire général à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et de l'Année internationale du tourisme ainsi que des films nouveaux. Parmi les publications qui ont fait l'objet d'une large distribution dans les territoires pendant l'année, il y a lieu de citer la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et la brochure Les Nations Unies et la décolonisation.

A la 1304ème séance, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait remarquer que la Puissance administrante n'avait pas indiqué de quelle manière elle faisait connaître aux populations de la Nouvelle-Guinée et du Papua les activités des Nations Unies. Le Centre d'information de Port Moresby pourrait être utilisé de façon beaucoup plus efficace pour éclairer la population; le représentant de l'Union soviétique a prié le Président de demander au Secrétariat qu'un rapport soit soumis au Conseil sur cette question.

Au cours de la même séance, le représentant de l'Australie a déclaré que la Puissance administrante faisait en sorte que le Centre d'information de Port Moresby reçoive tous les documents des Nations Unies et publie les travaux de toutes les institutions spécialisées des Nations Unies.

A la 1311ème séance, le représentant du Libéria a demandé si la documentation relative aux activités des Nations Unies en ce qui concerne les territoires sous tutelle et, notamment, le texte de la résolution 2227 (XXI) de l'Assemblée générale avaient été transmis au Centre d'information des Nations Unies de Port Moresby. Le représentant du Libéria avait noté avec inquiétude que, selon le rapport du Secrétaire général, le Centre se déchargeait en grande partie sur des journaux locaux comme le South Pacific Post de la tâche d'informer la population des activités des Nations Unies; c'était le Centre lui-même qui devait s'acquitter de cette tâche. Le représentant du Libéria s'élevait contre le fait que le soin de tenir la population au courant des activités des Nations Unies ait été confié au South Pacific Post parce qu'il n'avait guère confiance dans ce journal que le représentant de l'Australie avait soutenu et parce que la population du territoire n'avait pas encore entendu parler de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, ce qui prouvait qu'elle était mal informée.

Au cours de la même séance, le représentant de l'Australie a indiqué que des exemplaires de la résolution 2227 (XXI) de l'Assemblée générale avaient été distribués dans le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée et que les documents des Nations Unies étaient maintenant conservés à la bibliothèque de l'Université du Papua et de la Nouvelle-Guinée qui était ouverte au public. En outre, le Directeur du Centre d'information des Nations Unies de Port Moresby s'était rendu dans tous les districts du territoire où il s'était entretenu avec les représentants de la population et avait distribué de la documentation sur les Nations Unies. Le Centre s'était servi de tous les moyens disponibles avec l'active participation de son Directeur pour faire connaître à la population l'oeuvre des Nations Unies concernant les territoires non autonomes. Quant au South Pacific Post, c'était un journal qui ne pouvait être accusé d'être à la solde de la Puissance administrante car il formulait à l'égard de celle-ci de fréquentes critiques. Le représentant de l'Australie a cité des communiqués de presse publiés par le Centre d'information de Port Moresby qui contenaient le texte des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée générale et faisaient mention de la décision prise par l'Assemblée générale le 6 janvier 1966 et aux termes de laquelle l'Australie était invitée à fixer une date rapprochée pour

l'accession à l'indépendance du territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Le représentant de l'Australie a déclaré qu'il ne défendait pas le South Pacific Post mais tenait à faire observer que la délégation soviétique citait fréquemment des articles publiés dans ce journal. Il convenait également de noter que, dans son rapport, le Secrétaire général n'indiquait pas que la tâche d'informer la population sur les activités des Nations Unies était entièrement confiée à ce journal.

Le Conseil de tutelle a pris note du rapport du Secrétaire général et appelé l'attention des autorités administrantes sur les observations formulées par les membres du Conseil au cours de la discussion de ce rapport.

## DEUXIEME PARTIE

### SITUATION DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

[Cette partie comprendra les chapitres relatifs à Nauru et à la Nouvelle-Guinée définitivement adoptés par le Conseil de tutelle à sa trente-quatrième session.]

-----